

Synthèse des études de zones

Bourenane N., Campagne P.

in

Bourenane N. (ed.), Campagne P. (ed.).
Pluriactivité et revenus extérieurs dans l'agriculture méditerranéenne

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 5

1991

pages 169-187

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=91400132>

To cite this article / Pour citer cet article

Bourenane N., Campagne P. **Synthèse des études de zones**. In : Bourenane N. (ed.), Campagne P. (ed.). *Pluriactivité et revenus extérieurs dans l'agriculture méditerranéenne*. Montpellier : CIHEAM, 1991. p. 169-187 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 5)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Chapitre huit

Synthèse des études de zones

Naceur BOURENANE, Pierre CAMPAGNE

Centre de Recherche et d'Etudes Appliquées pour le Développement (CREAD), Alger (Algérie),
Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes
Institut Agronomique Méditerranéen (CIHEAM/IAMM), Montpellier (France)

Les cinq études de zones ont apporté un éclairage complémentaire à la description de la pluriactivité qui nous avait été fournie par les analyses nationales. En effet, après avoir saisi ce que représentait la pluriactivité agricole dans les agricultures concernées au niveau national, elles nous ont montré comment fonctionnaient concrètement ces agricultures pluriactives au travers d'un certain nombre de cas. Certes, il faut répéter que ces analyses zonales n'ont aucune portée statistique nationale. Il faut seulement les considérer comme des illustrations particulières de ce qui existe dans chacun des quatre pays. Nous n'avons donc pas la prétention d'en tirer des conclusions générales. Notre propos est d'une tout autre nature. Nous sommes en présence de cinq exemples de cinq fonctionnements différents d'agricultures pluriactives. Elles ont seulement en commun au départ d'être toutes situées dans des zones méditerranéennes.

Notre hypothèse commune de travail n'était pas, rappelons-le, de rechercher dans chacune d'elle des invariants déterminés a priori. Nous avons voulu plutôt rechercher si le fonctionnement concret de ces agricultures pluriactives pouvait permettre de découvrir, a posteriori, des invariants et si ceux-ci avaient une portée assez large pour devenir à leur tour des hypothèses de travail plus générales utilisables éventuellement dans d'autres études comparées.

L'analyse qui va suivre n'a donc pas d'autre prétention que de comparer les cinq situations concrètes. Elle s'est refusée à s'écarter des informations qui y étaient contenues sauf si les auteurs l'avaient eux-mêmes fait dans leur étude. Comme on va le voir, le rapprochement entre ces situations est déjà assez riche d'enseignements sans que l'on soit tenté de faire des généralisations peu fondées ou de faire parler les faits au-delà de ce qu'ils peuvent dire.

Mais la lecture de chacune de ces analyses a fait apparaître une difficulté importante pour la comparaison. En effet, même si ces études avaient toutes pour objectif de rechercher quel était le rôle de la pluriactivité dans le fonctionnement et la reproduction de ces agricultures, elles ne font parfois qu'une place relativement discrète à ce phénomène. Ceci n'est pas dû à une déficience de l'analyse. Il faut plutôt en rechercher les raisons dans la méthodologie adoptée dans les cinq cas considérés.

En effet, quelle que soit la méthode d'investigation, enquête par sondage, suivi d'exploitation ou analyses rétrospectives, l'analyse a poursuivi un cheminement logique et classique. Celui-ci a consisté à décrire d'abord les structures, puis le fonctionnement et les résultats économiques des exploitations enquêtées ou suivies. Ce n'est qu'à partir de cette première investigation que l'on s'est posé, dans chaque cas, le problème du rôle que jouait la pluriactivité dans le fonctionnement et les résultats économiques des exploitations.

C'est ainsi que la pluriactivité intervient, dans ces analyses, davantage comme une explication d'une situation plus globale décrite par ailleurs plutôt que comme objet premier de l'analyse, même si l'exposé des résultats est directement centré sur la description de la pluriactivité comme c'est le cas notamment dans l'étude de la zone Nord-Centre littoral du Portugal.

Ceci n'est cependant pas tout à fait exact pour l'étude de la zone de Bédarieux. En effet, les auteurs de cette analyse avaient au départ construit leur échantillon en tenant compte de la pluriactivité. Aussi bien

celle-ci est alors, en quelque sorte, présente en permanence dans leur étude puisque l'ensemble de leurs résultats sont donnés dans le cadre de cette première typologie. Mais même dans cette étude, ce sont les structures, le fonctionnement, la reproduction et les stratégies des exploitants, qu'ils soient pluriactifs ou non, qui sont présentés.

La deuxième conséquence de ces choix méthodologiques réside dans le fait que, dans les cinq études "l'entrée" problématique est toujours l'agriculture et non la population agricole et donc la famille. Certes on va trouver souvent des indications précieuses sur la structure et même le fonctionnement économique et social de ces familles. Mais le point de départ sera toujours la description de l'agriculture de la zone. Pour cela on utilisera les outils classiques de l'analyse agro-économique en leur adjoignant parfois des outils plus sociologiques.

A partir de cette première description, les cinq études vont tenter d'élaborer des typologies de fonctionnement et donc de se situer à un niveau plus explicatif. Ces typologies seront dominées parfois par des considérations plus agro-économiques, comme c'est le cas de l'étude portugaise et de celle qui porte sur le sud de la Tunisie, ou plus socio-économiques comme le font les études de la région de Zaghouan (Tunisie du Nord) et celles des zones étudiées en Algérie. L'étude de Bédarieux (France) construira quant à elle une typologie à dominante économique sans connotation sociologique.

Face à ces analyses, la tentative de synthèse qui est faite ci-après ne disposait pas de beaucoup de latitude méthodologique. On se trouvait contraint en effet de partir d'une description comparée des zones du point de vue agro-économique. Cette description fait apparaître principalement les différences rencontrées, même si celles-ci sont situées à l'intérieur d'un contexte où l'on observe quelques dominantes, tant dans le système de culture, soumis aux conditions agro-écologiques méditerranéennes, que dans la structure des exploitations. Il faut rappeler ici que le choix de départ en faveur des seules exploitations familiales, qui est celui du RAFAC, réclamait d'exclure dans chacun des pays soit les exploitations de type capitaliste, soit les formes de production étatique. D'ailleurs, le choix des zones fut effectué en tenant compte de ce critère. Dès lors on ne pouvait que se trouver en face de situations très comparables du point de vue des structures, puisque dans le bassin méditerranéen on sait que l'agriculture familiale est dominée par les petites exploitations et que le nombre d'exploitations diminue en général avec la surface.

Cette première comparaison permettra alors de passer à une analyse plus explicative en terme de "logique de fonctionnement" et, également, chaque fois que cela sera possible, en terme de "stratégies". Dans cette deuxième partie on verra déjà apparaître le rôle de la pluriactivité dans chacune des logiques et des stratégies observées. On pourra alors se poser la question des "performances" économiques et sociales de ces agricultures en privilégiant le rôle joué par la pluriactivité dans ces performances. La conclusion de ce chapitre permettra d'interpréter ces résultats et de se poser la question de savoir si le mode de fonctionnement observé dans ces agricultures pourrait ou non constituer un modèle alternatif.

I. - Approche comparée des zones

Cette première comparaison, strictement descriptive, est essentiellement destinée à montrer la diversité des situations représentées par les cinq zones et à identifier les quelques similitudes observées dans la structure des exploitations et des ménages.

1. Les conditions naturelles

Les cinq zones représentent d'abord une très grande diversité climatique puisque l'on passe d'une zone aride, le Sud-Est tunisien (50 à 200 mm de pluies) à des zones tempérées comme le Nord-Centre littoral du Portugal et la zone de Bédarieux dont les précipitations dépassent les 800 mm par an, les deux autres zones étant situées en climat semi-aride (Tunisie du Nord) ou moyennement humide (Algérie). On retrouve

également cette diversité dans le relief où l'on rencontre tour à tour des plaines, des piémonts, des plateaux et des vallées. Les agriculteurs des cinq zones font plus ou moins appel à l'irrigation qui est générale dans deux des zones algériennes, ponctuelle en Tunisie du Sud et à Bédarieux et saisonnière au Portugal et surtout en Tunisie du Nord où elle est de faible importance. Ces cinq zones sont donc bien, du point de vue des conditions naturelles, représentatives de la diversité de l'ensemble méditerranéen.

2. Occupation des sols et systèmes de culture

On retrouve la même diversité dans les systèmes de culture comme l'atteste le tableau suivant qui synthétise les systèmes rencontrés dans chacune des zones en indiquant les cultures rencontrées par ordre d'importance décroissant .

Zones	Systèmes de culture				
Algérie (3 zones)	Céréales	Maraîchage	Elevage bovin laitier	Olivier	Cult. indus.
Bédarieux	Vignes	Arbres fruitiers	Maraîchage		
N.C.I. Portugal	Elevage bovin laitier		Céréales	Polyculture	Maraîchage
Tun.Nord	Céréales	Jachères	Elevage ovin	Oliviers	Maraîchage été
Tun.Sud	Céréales	Arboriculture	Elevage (en sec), maraîchage (irrigué)		

La diversité de ces systèmes de culture permet cependant d'identifier trois éléments communs qui sont importants pour comprendre comment fonctionnent ces agricultures :

- on ne trouve nulle part de monoculture, même à Bédarieux où la vigne domine largement ;
- on est donc partout dans des situations de non-spécialisation qui s'expliquent probablement par la présence constante d'aléas soit climatiques, soit économiques et parfois les deux à la fois ;
- on rencontre dans les cinq zones cette volonté de contourner les conditions naturelles souvent difficiles en tentant de mieux les maîtriser, notamment par l'irrigation que l'on pratiquera chaque fois que cela sera possible.

3. L'histoire de l'environnement économique

Les trois phénomènes qui ont marqué l'histoire de ces zones sont bien entendu la colonisation pour les deux zones situées dans les pays du sud de la Méditerranée, mais aussi l'industrialisation et l'émigration. La présence plus ou moins importante d'industries de forme et de nature d'ailleurs très différentes domine l'histoire des zones algériennes, de Bédarieux et de la zone portugaise et concerne plus récemment, et à un moindre degré, la Tunisie du Nord. On retrouve dans les quatre régions, à des époques et selon des modalités concrètes sensiblement différentes, le même processus d'industrialisation d'une région agricole. Ce phénomène permet dans les trois cas à l'agriculture de se maintenir, il contribue à rigidifier les structures foncières -notamment au Portugal- et fait émerger une pluriactivité agricole qui prendra soit la forme de la double-activité des chefs d'exploitation, soit celle de la pluriactivité familiale (activité non-agricole des épouses et des enfants ou parents vivant sur l'exploitation). Il faut noter enfin que le développement du secteur touristique en Tunisie du Sud a probablement joué un rôle analogue à l'industrialisation dans les autres zones. Il a permis la création d'emplois saisonniers qui ont provoqué un fort développement de la pluriactivité familiale dans cette zone.

L'émigration est la deuxième composante commune à l'histoire de ces zones. Elle touche en effet de façon significative quatre des cinq zones étudiées, si l'on assimile exode et émigration pour la zone de Bédarieux, ce qui est justifié par l'identité du phénomène du point de vue de notre étude.

Il faut noter cependant que son origine n'est pas historiquement la même dans les quatre situations. Provoquée par les faibles performances de l'agriculture et l'absence d'emplois non-agricoles en Tunisie du Sud, elle va précéder l'industrialisation des zones algériennes et portugaises et se ralentira, dans les années 1980, à mesure que celle-ci se développera et que l'offre de travail dans les pays d'immigration se rétrécira. Elle sera le résultat de la double crise de l'agriculture et de l'industrie (mines) dans la zone de Bédarioux. L'émigration est donc en quelque sorte préindustrielle dans les zones de Tunisie du Sud, d'Algérie et du Portugal et post-industrielle à Bédarioux.

4. Les structures foncières

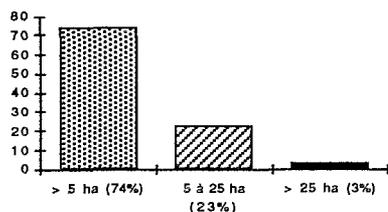
Les informations concernant les structures d'exploitation en général et les structures foncières en particulier des zones étudiées sont de deux sortes :

- dans certaines zones elles concernent à la fois l'ensemble des exploitations de la zone (Tunisie du Nord, Portugal) ;
- dans les trois autres zones elles ne concernent que l'échantillon enquêté.

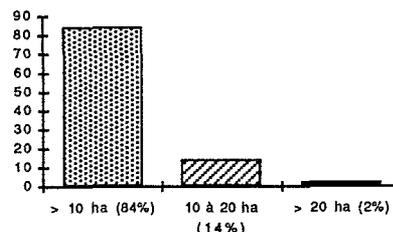
Les tableaux ci-dessous, qui donnent la répartition des exploitations selon leur taille, sont donc à analyser avec prudence. On peut cependant en tirer quelques conclusions importantes.

Structures foncières

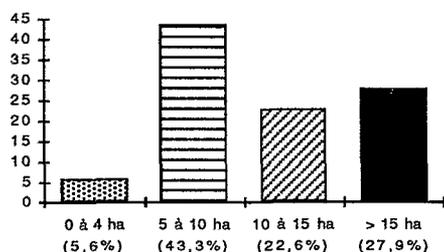
Algérie (Drean)



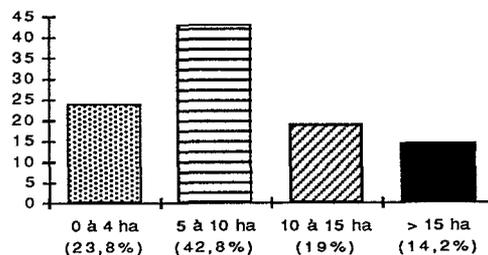
Algérie (Sig)



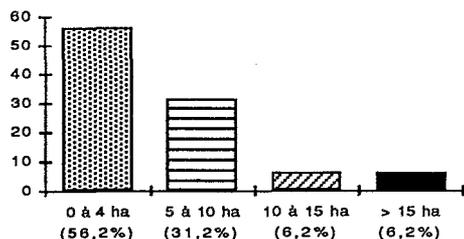
France (Bédarioux) :
plein temps sans revenus extérieurs



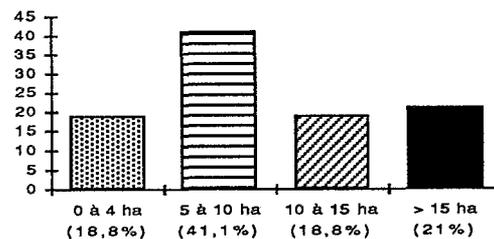
France (Bédarioux) :
plein temps avec revenus extérieurs

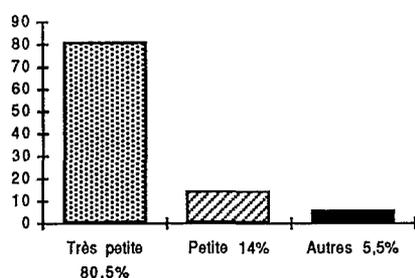
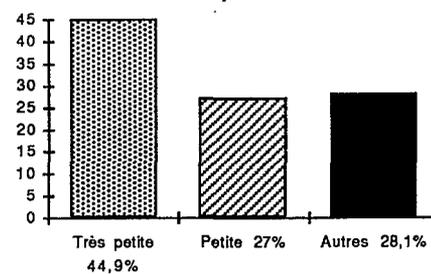


France (Bédarioux) : temps partiel

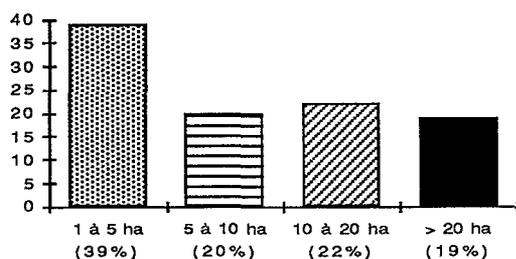


France (Bédarioux) : ensemble

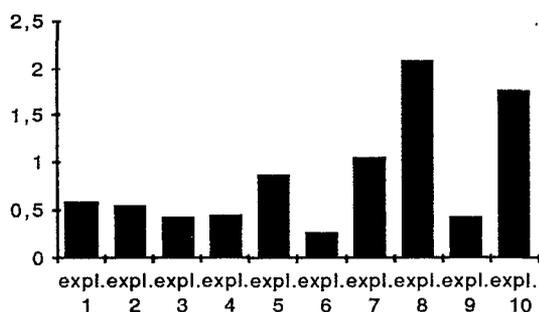


Portugal (Nord-Centre littoral) :
Effectifs

 Portugal (Nord-Centre littoral) :
SAU


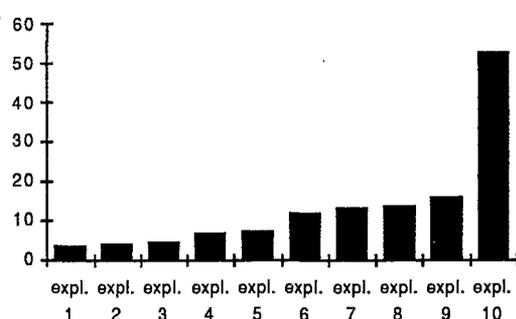
Tunisie du Nord



Tunisie du Sud : cultures en sec (ha)



Tunisie du Sud : cultures en irrigué (ha)



La première d'entre elles concerne l'importance des petites exploitations, 59% de moins de 10 ha en Tunisie du Nord et à Bédarioux, 94,5% de moins de 3,5 ha au Nord-Centre du Portugal, etc.

La deuxième caractéristique des structures foncières réside dans la présence, dans les cinq zones étudiées, d'agriculteurs moyens, en nombre variable mais le plus souvent significatif et qui restent cependant des agriculteurs familiaux. Bien évidemment la taille des exploitations de ces agriculteurs "moyens" varie considérablement. Elle ne dépasse pas 10 ha au Portugal, se répartit entre 10 et 20 ha à Bédarioux alors qu'elle se situe entre 10 et 50 ha dans les zones tunisiennes.

Par contre le poids des gros agriculteurs est faible dans toutes les zones. Cela est dû à des phénomènes différents dans chacune d'entre elles. La faible importance de ce type de propriété au Nord-Centre littoral du Portugal et à Bédarioux s'explique probablement par des problèmes de densité de population associés -ou expliqués ?- par la formation historique des structures foncières dans ces zones. L'histoire du développement agricole et notamment de ses réformes foncières explique en Tunisie du Nord et dans les zones algériennes que les grandes exploitations soient absentes de l'étude puisque, dans les deux cas, elles ne font pas partie de l'agriculture familiale, leur fonctionnement étant soit coopératif soit étatique.

Globalement, la densité de population, forte dans le Nord-Centre littoral du Portugal, faible en Tunisie du Sud et moyenne dans les autres zones, constitue aussi un facteur explicatif important des structures

foncières. Elle explique en particulier leur forte rigidité au Portugal et leur rapidité d'évolution en Tunisie du Sud (sédentarisation et extension par le marché foncier des emprises foncières grâce notamment aux revenus de l'émigration).

Les formes sociales de production sont peu variées puisqu'elles sont dominées dans les cinq zones par la forme "familiale marchande". On trouvera des différences importantes dans le fonctionnement concret de ces exploitations du fait de leur origine ou de leur mode de faire-valoir.

Dans les zones algériennes et tunisiennes, les propriétés familiales proviennent parfois soit du partage de domaines d'Etat ou coopératifs, soit de l'attribution de terres collectives. Il en résulte une certaine instabilité foncière due sans doute à la peur d'une remise en cause des attributions opérées dans le cadre des différentes réformes.

Dans les zones portugaise et française, la multiplicité des modes de faire-valoir indirect, qui vont du fermage avec bail écrit au simple prêt de terre sans contrat oral, en passant par un grand nombre de formes intermédiaires, et leur importance en surface dans certaines sous-zones, pèse de fait assez lourd dans les comportements des agriculteurs vis-à-vis des choix de production et surtout des investissements fonciers à réaliser (irrigation, drainage, amendements etc.).

5. Les structures de production

La diversité dans la taille des ménages, qui reproduit une typologie assez classique, Nord-Sud, avec des effectifs peu importants au Nord et assez conséquents au Sud, s'accompagne d'une structure de l'emploi identique, avec une dominante de l'emploi familial permanent et un appel ponctuel au salariat pour les pointes de travaux.

Si la motorisation des travaux est générale dans les zones algériennes et à Bédarieux, elle est seulement partielle dans les trois autres zones. Cela s'explique, au Portugal et dans les zones irriguées de la Tunisie du Sud par la taille des exploitations, et en Tunisie du Nord par la faible valeur de la production agricole. On trouve cependant, en Tunisie du Sud, des pratiques surprenantes qui consistent à utiliser une motorisation, en principe relativement coûteuse, pour réaliser des façons culturales sur des terres à très faible rendement. Cela s'explique essentiellement par la nécessité d'effectuer rapidement certains travaux (labours essentiellement) en raison des contraintes climatiques (irrégularité des pluies). De plus le coût de la traction mécanique semble moins élevé qu'on pourrait le croire, étant donné la multiplicité des utilisations du tracteur que l'on y rencontre, y compris pour des travaux non-agricoles.

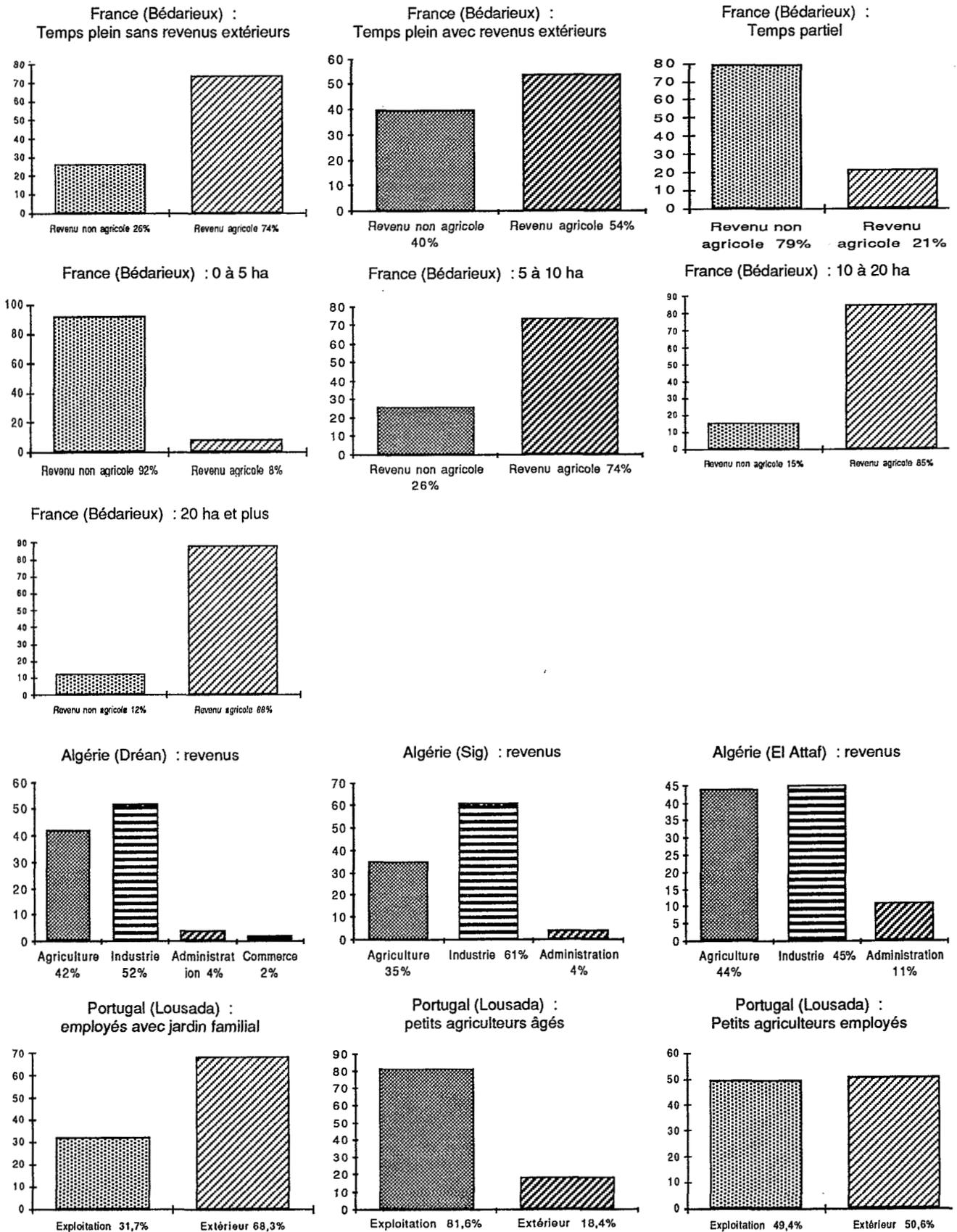
Par contre la "modernisation" des intrants s'avère générale. Il y a partout utilisation d'engrais chimiques et de produits phyto-sanitaires quand cela est nécessaire. Ceci n'empêche pas toutes les exploitations, quelles que soient les zones où elles sont situées, qui pratiquent de quelque façon que ce soit la polyculture-élevage, d'utiliser systématiquement le fumier qu'elles produisent.

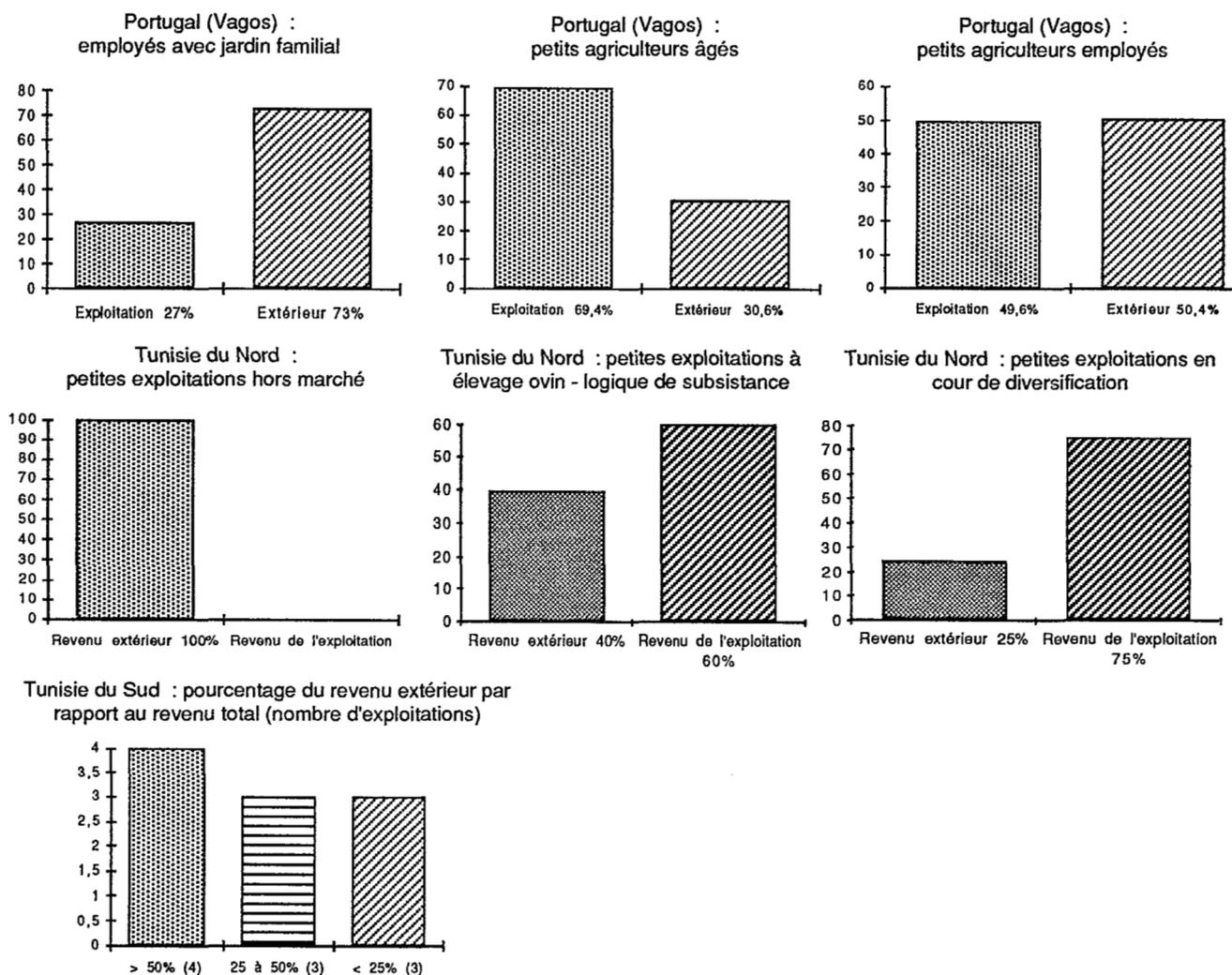
6. Pluriactivité et revenus extérieurs

La très grande diversité des formes de pluriactivité rencontrées dans les zones étudiées n'a pas permis de tirer une quelconque conclusion générale quant à une corrélation entre un type de pluriactivité et un type d'exploitation. Bien que certaines études zonales abordent ce problème, et parfois de façon assez approfondie comme dans la zone du Nord-Centre littoral du Portugal qui a utilisé une typologie par type de métier, ou à Bédarieux où l'on distingue pluriactivité du chef d'exploitation et pluriactivité familiale, la seule conclusion que l'on puisse tirer a trait à l'importance du phénomène dans toutes les zones étudiées.

Par contre la place des revenus extérieurs a partout été approchée et quantifiée, bien que cela soit fait, il est vrai, de façon très différente et du point de vue de la méthode et du point de vue des niveaux de précision.

Part des revenus extérieurs dans les revenus totaux





Les tableaux et schémas ci-dessus permettent de rapprocher des informations diffuses dans chacune des études et de tirer quelques conclusions. Celles-ci portent principalement sur deux constats que l'on peut considérer comme permanents dans les cinq zones.

A. L'importance des revenus extérieurs par rapport aux revenus totaux

Comme on peut le constater en effet, la part de ceux-ci passe, selon les strates les zones et les types d'actifs ou d'exploitation de 18,4 % (petits agriculteurs âgés à Lousada, Portugal) à... l'infini puisque la catégorie I a de la strate "logique de subsistance" en Tunisie du Nord n'a pas de revenu agricole, les charges d'exploitation étant égales aux produits.

B. La part plus ou moins importante des revenus extérieurs dans les revenus totaux

Elle est chaque fois expliquée sans que l'on puisse en tirer une typologie générale. En effet, cette explication ira d'une analyse précise des stratégies personnelles en fonction des contraintes rencontrées dans l'analyse des dix exploitations de Tunisie du Sud, à la mise à jour d'une corrélation entre le type de pluriactivité et la part des revenus extérieurs comme c'est le cas à Bédarieux. On va ainsi trouver des explications "par l'amont" du type, "les contraintes de ce type d'exploitation étant ce qu'elles sont, les

agriculteurs adoptent tel comportement qui induit tel type de pluriactivité", et des explications "par l'aval", du type, "compte tenu des besoins en biens de consommation ou d'investissement, les exploitations de ce type recherchent dans les revenus extérieurs ce que l'activité agricole ne peut pas leur donner".

Il faut notamment signaler que l'on ne peut pas déceler de façon générale dans aucune des zones une quelconque corrélation entre la taille de l'exploitation et la part des revenus extérieurs. Ceci tient sans doute d'abord au fait que, dans les systèmes de cultures existants dans les zones étudiées, la taille de l'exploitation n'a souvent qu'une signification réduite étant donné qu'elle est en grande partie corrigée par le niveau d'intensification de certaines ou de toutes les parcelles de l'exploitation. Certes, une analyse adoptant d'autres classifications comme par exemple la classification européenne des "marges brutes standard" (MBS), qui se fonde sur le revenu net de chaque culture à l'hectare, aurait peut-être permis de se prononcer de façon plus décisive sur ce dernier point. Encore aurait-il fallu pouvoir raisonner en appliquant sans risque des standards de produits et de coûts à des exploitations qui se caractérisent malgré tout par une grande diversité dans ces deux domaines.

Ces explications sont certainement tout à fait insuffisantes et il faut rechercher ailleurs les raisons profondes de cette absence de corrélation entre surface cultivée et part des revenus extérieurs.

En effet, ce qui caractérise l'ensemble des exploitations étudiées dans chacune des zones, c'est la variété des situations socio-professionnelles au moins des chefs d'exploitation et le plus souvent des membres de leurs familles. Or cette variété se retrouve dans chaque strate de surface ; ce qui fait que la vraie typologie explicative -celle qui permet d'observer des comportements homogènes- est fondée dans chacune des études sur un croisement entre la taille économique de l'exploitation et le type de condition socio-professionnelle dans laquelle se trouve le chef d'exploitation. Mais s'il y a alors homogénéité c'est, comme on va le voir maintenant, davantage dans la logique des comportements et les stratégies qui l'accompagnent que dans la matérialité des faits. Ainsi, par exemple, une logique de "maintien" sans régression ni développement sera entièrement marchande à Bédarieux alors qu'elle sera fondée en grande partie sur l'autoconsommation dans le Nord-Centre littoral du Portugal et en Tunisie du Nord. Logiques et stratégie vont par ailleurs permettre d'identifier des comportements analogues alors qu'ils sont vécus dans des situations, agricoles, économiques et sociales totalement différentes.

II. - Logiques de comportement et stratégies des familles-exploitations

Avant d'exposer rapidement les trois "logiques" observées, il a paru utile d'apporter quelques précisions terminologiques concernant le contenu et la signification de ces "logiques".

La première d'entre elles concerne les termes de "logique" et de "stratégie". Comme on a pu le constater, l'analyse réalisée en Tunisie du Nord utilise explicitement une approche en terme de "logique de comportement" alors que pour Bédarieux on parle de "stratégies", que pour les zones algériennes on utilise à la fois, en les distinguant "logique" et "stratégie" et que pour les deux autres zones ces termes ne sont pas utilisés. Certes, on aurait pu tenter de repérer, dans chacune des études, ce qui est plutôt du domaine de la "logique de comportement", et qui fait donc référence au passé et au présent, et ce qui ressort davantage d'une "stratégie" plus tournée vers l'avenir. On a choisi de ne traiter que des "logiques" car elles sont considérées, de toute évidence, dans toutes les études, comme la composante principale des stratégies que mettent en œuvre les familles-exploitations.

En effet, dans chaque cas étudié, elles traduisent la synthèse ou l'articulation, ou plutôt encore le lien que l'on peut faire entre, les structures, foncières, de production, de main-d'œuvre, la mise en œuvre de ces structures dans le temps compte tenu d'un certain nombre de contraintes internes et externes, et le rattachement de ces deux ensembles à une finalité dominante.

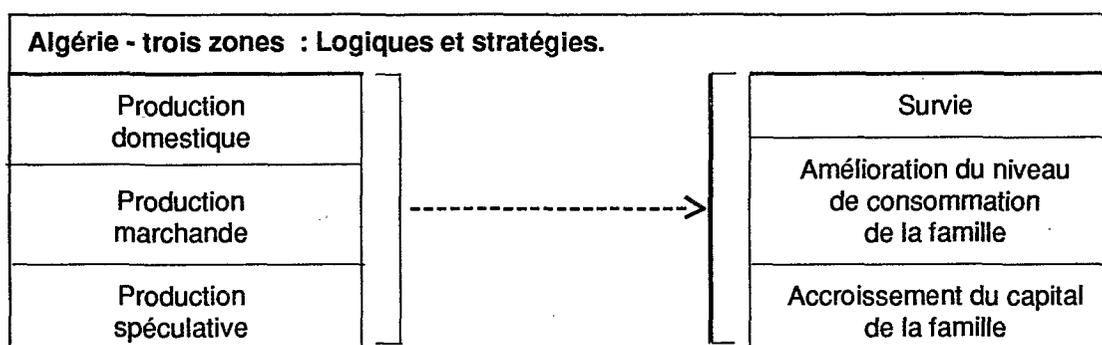
La deuxième a trait au concept de "famille-exploitation". Ce terme n'est utilisé explicitement que par l'une des études, celle du Nord-Centre littoral au Portugal. Il a paru cependant utile de l'employer ici parce que, dans la réalité des études effectuées, c'est bien l'ensemble "famille-exploitation" qui sert d'unité d'analyse même si on parle seulement "d'exploitation" comme c'est le cas dans les quatre autres zones. En effet, dans chacune des études, on va trouver une analyse des comportements du chef d'exploitation et parfois de certains des membres de sa famille qui ne peut pas se réduire à une approche de l'exploitation. Les logiques qui vont ainsi être approchées sont en effet des logiques vécues par des individus, qui gèrent ensemble la reproduction de leur propre famille et de chacun de ses membres. Or cette gestion dépasse largement le cadre de l'exploitation puisqu'elle s'étend toujours à l'utilisation de la force de travail familiale et parfois aussi à l'utilisation non-agricole d'une partie plus ou moins importante du capital d'exploitation.

Le tableau ci-dessous donne pour chacune des zones, la typologie des logiques et éventuellement des stratégies élaborées à partir d'une analyse des unités famille-exploitations.

Logiques de comportement

Nord Centre littoral du Portugal : Logiques et stratégies.		
Employés avec jardin familial	Petits agriculteurs âgés	Petits agriculteurs employés
Revenus monétaires venant de l'extérieur	Revenus monétaires : retraites : 18 à 25% agriculture : 74 à 82%	Revenus : monétaires extérieurs : 50% (chef de famille) Exploitation : 50% (dont 30% de valeurs d'usage)
Valeurs d'usage venant de l'exploitation	Valeurs d'usage de 45 à 69% des revenus	

Tunisie du Nord : Logiques et stratégies.			
SAU (ha)	Subsistance	Paysanne	Commerciale
< 20	autoconsommation, faibles ventes, ovins, main d'œuvre familiale, ressources extérieures		
20 à 100		Vente et autoconsommation, main d'œuvre familiale et salarié à temps partiel, mécanisation, ressources extérieures	
> 100			Vente, main d'œuvre salariale, mécanisation totale, ressources extérieures



Bédariéux : Avenir des exploitations par surface et groupe de fonctionnement.

	Cat 1	Cat 2	Cat 3
0 - 4 ha	1 Abandon	2 Développement	3 Abandon
5 - 9 ha	Maintien Réduction Vente		Maintien
10 - 14 ha	Développement		
15 - 19 ha	4 Abandon		
20 ha et plus	5 Réduction	Développement	

Comme on peut le voir, les critères principaux de différenciation les plus souvent utilisés sont effectivement, comme nous l'avons déjà indiqué, la taille économique de l'exploitation, et la catégorie socio-professionnelle du chef d'exploitation. D'autres critères, moins importants, apparaissent aussi comme l'âge du chef d'exploitation, ou le système de culture ou encore le type d'emploi extérieur.

1. La logique de "survie"

L'enjeu fondamental pour les familles qui la pratiquent est bien de pouvoir se procurer le minimum de biens et de services nécessaires à leur "survie". Certes, ce concept va avoir une signification différente selon les pays et même selon les zones. On ne peut pas l'utiliser sans rappeler¹ que le concept de "survie" est inséparable de celui de "niveau social des besoins". Cette situation va donc correspondre à un niveau de satisfaction des besoins qui est considéré "socialement" comme à la limite du supportable. Elle aura bien entendu des formes concrètes très différentes selon les pays. Le plus souvent d'ailleurs, elle concernera des personnes âgées qui jugent qu'elles n'ont plus la possibilité de changer de situation et qui tentent de "tenir" le plus longtemps possible, par exemple jusqu'à leur retraite si elles sont dans un pays qui leur en procurera une. C'est notamment le cas de certaines régions françaises. Mais on trouvera aussi, au Portugal, des personnes âgées qui pratiquent une certaine forme de pluriactivité pour compenser le faible niveau de leurs retraites et se procurent, par l'agriculture, les "valeurs d'usage" (produits alimentaires d'auto-consommation) qui leur permettent de mieux "survivre".

Cette pluriactivité de "survie" va prendre des appellations différentes dans chacune des études zonales. Elle correspondra à une stratégie de "survie" en Algérie, qui sera mise en œuvre dans une logique domestique

ou marchande, à une stratégie "d'abandon" ou de "régression" dans le Languedoc, et à une logique de "subsistance" en Tunisie du Nord. Elle correspond aux "petits agriculteurs âgés" au Nord-Centre littoral du Portugal.

2. La logique de "maintien"

La logique de "maintien" a une toute autre signification. Elle signifie que les familles qui la pratiquent ont choisi -alors qu'elles avaient par certains côtés, été contraintes dans la catégorie précédente- de s'adonner à plusieurs activités dont l'activité agricole pour maintenir le niveau de vie qu'elles considèrent comme normal. On comprendra alors que ce type de pluriactivité intéresse beaucoup plus les jeunes et les adultes que la précédente. Par ailleurs, sa finalité expliquera aussi que ce type de famille est constitué d'agriculteurs devenus ouvriers ou employés ou l'inverse. Ce type de pluriactivité pourra concerner soit le chef d'exploitation, soit certains membres de sa famille. Les résultats de l'agriculture qui y est pratiquée ne sont en général pas très performants si on les juge avec les critères habituels de l'économie agricole (produit par hectare, productivité du travail, modernisation). Par contre, ces familles peuvent tirer de l'agriculture soit des biens autoconsommés, soit des revenus qui sont indispensables à leur propre reproduction. Plusieurs études montrent par ailleurs que l'obtention de ces biens ou de ces revenus dans un autre système serait beaucoup plus coûteuse en temps de travail ou en argent. On peut donc avancer, comme le font certaines études, que la pluriactivité de "maintien" a une faible "rentabilité externe" mais une forte "rentabilité interne".

La logique de maintien ne signifie pas nécessairement que l'exploitation ne connaîtra plus d'investissements. Bien au contraire, ceux-ci sont indispensables pour maintenir l'exploitation à un niveau de performance suffisant pour qu'elle puisse rester, tout au moins en partie, compétitive, compte tenu de l'évolution de l'environnement économique et notamment de l'évolution des prix relatifs de la production, des moyens de production et des biens de consommation. Cette évolution est largement corrélée comme on le sait à l'évolution globale de la productivité nette du travail, elle-même dépendante en premier lieu de la modernisation de l'ensemble des exploitations dans chaque système de production².

La "logique de maintien" concerne les exploitations en logique "paysanne" en Tunisie, alors qu'au Portugal ce sont des familles d'employés à jardin familial ou de petits agriculteurs employés qui la pratiquent. Dans le Languedoc, il s'agira principalement des viticulteurs qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent pas améliorer la taille, le fonctionnement ni les résultats économiques de leur exploitation, et compenseront ce handicap par une double activité. En Algérie, cette logique correspond à une volonté d'amélioration du niveau de consommation. Elle sera soit "domestique", soit "marchande".

3. La logique de "développement"

La logique de "développement" apparaît chaque fois que le développement agricole de l'exploitation s'appuie sur les revenus extérieurs. Dans la pluriactivité de "survie", ou même de "maintien", les revenus extérieurs pouvaient être utilisés non seulement à acheter les biens de consommation qui n'étaient pas auto-produits sur l'exploitation, mais aussi certaines consommations intermédiaires. Dans la pluriactivité de développement, c'est l'élargissement du capital qui est en partie tout au moins financé par ces mêmes revenus.

Cette logique se rapproche de la logique de "production spéculative" décrite dans les zones algériennes et de celle de la "logique commerciale" des zones de Tunisie du Nord. Elle n'est pas étudiée spécifiquement pour les zones du Nord-Centre littoral au Portugal car elle ne concerne visiblement que deux "sous-types" de l'une des zones, celle de Lousada, appelés "agriculteurs modernes" et "propriétaires rentiers résidant en ville". A Bédarieux elle concerne l'ensemble des agriculteurs du type 2, c'est-à-dire ceux qui pratiquent la pluriactivité familiale, et les grandes exploitations du type 1 (sans revenus extérieurs). Cette logique n'est donc pas nécessairement celle des grandes exploitations. Elle peut être pratiquée notamment comme c'est

le cas au Portugal et en France par des jeunes agriculteurs qui s'appuient sur les activités extérieures des membres de leurs familles pour constituer leur exploitation en pratiquant un fort taux d'investissement qui laisse peu de place aux revenus agricoles nets.

Par ailleurs, on observe de façon très claire dans les zones de Tunisie du Nord, d'Algérie et moins fréquemment du Nord-Centre littoral du Portugal et de Bédarieux, la présence de ce que l'on pourrait nommer "logique d'entreprise", bien que ce terme ne soit jamais utilisé explicitement. Les quelques familles-exploitations qui fonctionnent selon cette logique se trouvent de fait dans une logique qui n'est plus familiale au sens où nous l'avons entendu¹, mais plutôt capitaliste. Pour ces familles, la priorité est l'amélioration des investissements productifs en vue de maximiser leur rentabilité. On est donc au-delà de la finalité de la reproduction de la "famille-exploitation" qui semble assurée, dans tous les cas observés, avec assez de sécurité pour qu'elle ne soit plus l'objectif prioritaire.

Le rapprochement des différentes logiques observées dans chacune des zones est donc relativement riche d'enseignements. Il faut cependant avant de conclure faire trois remarques supplémentaires :

- Dans toutes les zones étudiées, on rencontre des familles-exploitations qui fonctionnent selon chacune de ces trois logiques, qu'elles soient pluriactives ou non. En ce sens ces zones sont bien représentatives d'espaces agricoles méditerranéens qui ne sont pas des "zones défavorisées". Il s'agit de zones à potentialités agricoles moyennes où l'agriculture pourra être pratiquée encore pendant longtemps même si elles sont dans une situation difficile par rapport à d'autres zones mieux situées du point de vue bioclimatique ou socio-économique.

- On constate que ces trois logiques s'appuient souvent sur la pluriactivité qui leur est plus ou moins indispensable. On a vu en effet que la "survie" ne serait le plus souvent pas possible sans pluriactivité, quelle que soit la zone. Les exploitations qui ne peuvent ou ne veulent que se "maintenir" le font beaucoup plus aisément si elles sont pluriactives. Enfin et surtout les exploitations qui sont insérées dans un processus de "développement" semblent fonctionner de façon beaucoup plus aisée si elles disposent de revenus extérieurs tirés de la pluriactivité familiale. Quand ces familles gèrent de véritables "entreprises", dans lesquelles l'activité agricole est une activité parmi d'autres, il y a en permanence une recherche d'optimisation de l'utilisation de la main-d'œuvre et du capital disponibles dans les différentes activités.

Ces différentes logiques nous montrent donc le caractère structurel de la pluriactivité dans les zones étudiées. Celle-ci n'est pas, comme on l'a trop souvent énoncé en étudiant le phénomène dans les zones "défavorisées", un "complément indispensable" de revenus. Elle est devenue un processus complexe dans lequel l'agriculture et les autres activités sont articulées de façon si étroite qu'il n'est pas possible de les dissocier pour évaluer le phénomène. Cela est d'autant plus vrai que le système ainsi mis en place est relativement performant sur le plan économique et social comme le montrent quelques uns des résultats obtenus dans les études zonales.

- Enfin, les familles-exploitations adoptent deux groupes de stratégies pour mettre en œuvre leurs différentes logiques : celles qui priorisent l'agriculture en en faisant l'activité structurante, celles qui assignent à l'agriculture un simple rôle d'appui.

Les cinq études zonales nous ont montré que ces deux stratégies peuvent être mises en œuvre quelle que soit la logique dans laquelle on s'inscrit et qu'il n'y a pas de correspondance directe entre logique et stratégie. C'est la logique qui domine, c'est elle qui structure les objectifs et les finalités. A partir de là, chaque famille-exploitation pratiquera un "dosage" particulier entre l'activité agricole et l'activité extérieure qui donnera une importance plus ou moins grande à l'une ou à l'autre. Mais le plus important, c'est que les deux types d'activité sont considérées chaque fois comme indispensables dans la mise en œuvre de la logique dans laquelle chaque famille-exploitation est insérée.

C'est aussi pour cette raison que l'on peut effectivement parler, avec la pluriactivité, de phénomène structurel dans la mesure où l'on est en présence d'une articulation entre des activités complémentaires qui ne peuvent pas fonctionner les unes sans les autres.

III. - Evaluation économique et sociale

L'évaluation économique et sociale dont il est ici question porte donc sur le type de combinaisons pratiquées par les familles-exploitations entre des activités et des revenus agricoles et non-agricoles. C'est donc une évaluation qui concerne l'efficacité de cette combinaison par rapport à la mise en œuvre d'un certain nombre d'objectifs ainsi que les effets internes et externes de sa mise en œuvre. Ceux-ci peuvent être appréhendés de façon assez claire à partir des logiques de comportement observées et décrites ci-dessus. On est en effet en présence de familles-exploitations qui sont chacune dans une logique de survie, de maintien ou de développement. Il s'agit alors de savoir si le type de pluriactivité pratiquée permet à ces familles de mettre en œuvre plus aisément la logique dans laquelle elle est insérée. A contrario on se posera aussi la question de savoir si une situation sans pluriactivité aurait une efficacité moindre et quelles en seraient alors les conséquences. Rappelons que lorsque l'on parle de pluriactivité on fait référence à toutes les formes observées et notamment à la fois à celles qui sont structurées par l'activité agricole et à celles qui ne font que s'appuyer sur l'agriculture.

1. L'efficacité

Pour répondre à cette question de l'efficacité nous disposons, dans les études zonales, d'un certain nombre d'observations sur les résultats économiques des exploitations pluriactives qui peuvent alors être éventuellement comparées avec des situations "sans pluriactivité". Ces comparaisons vont concerner à la fois des situations basées sur l'activité agricole et sur l'activité non-agricole. Elles ne pourront pas toujours être quantifiées, les informations étant souvent inexistantes.

Pour les familles-exploitations fonctionnant selon une "logique de survie", l'efficacité de la pluriactivité peut être schématiquement appréciée de la façon suivante :

- Dans les trois zones algériennes, les petits agriculteurs, qui fonctionnent tous selon cette logique ont des revenus réels qui passent de 1 (sans pluriactivité) à 3 (avec pluriactivité). Dans une des trois zones, le rapport est de 1 à 5. Ces revenus permettent donc de maintenir sur place une population à revenu agricole insuffisant. Ce dernier devrait les pousser à l'exode, mais "ils lui préfèrent la double activité".
- A Bédarieux, les exploitations de ce type tirent plus de 80% de leurs revenus d'activités ou de ressources extérieures. Celles-ci leur permettent d'envisager de terminer leur vie professionnelle sans avoir à connaître de rupture importante, quitte à voir leur niveau de vie réel baisser lentement jusqu'à leur retraite. Sans les revenus et les ressources extérieures, ils seraient contraints d'abaisser notablement leur niveau de consommation ce qui pour certains d'entre eux correspondrait à un niveau réel de pauvreté.
- Au Nord-Centre littoral du Portugal, les "petits agriculteurs âgés" qui vivent selon cette logique de survie fonctionnent au contraire en ajoutant à leur très faible retraite des revenus agricoles importants -puisque'ils atteignent 69% dans une zone et 82% dans l'autre- qui se présentent le plus souvent sous la forme de valeurs d'usage. La pluriactivité représente ici aussi le moyen de pouvoir disposer d'un niveau de consommation sans commune mesure avec ce qu'il serait sans l'activité agricole.
- En Tunisie du Nord, les revenus extérieurs représentent 100, 50 et 30% des revenus des trois catégories de familles-exploitations fonctionnant selon la logique de "subsistance".
- En Tunisie du Sud, alors qu'il y a un rapport de 1 à 4 entre les revenus agricoles les plus faibles et les plus élevés, celui-ci n'est plus que de 1 à 2 pour les revenus totaux, les revenus extérieurs exerçant une sorte de correctif par rapport aux disparités agricoles.

Dans les cinq situations observées, la pluriactivité permet de rendre la "logique de survie" plus supportable à ceux que la situation agro-écologique ou socio-économique a contraints à un niveau de vie peu élevé.

L'efficacité de la pluriactivité apparaît de façon plus claire encore dans la "logique de maintien". En effet, avec cette logique, on sort des problèmes graves que sont ceux de la survie. Les familles-exploitations ne

mettent plus en œuvre cette logique sous la contrainte que représente la pauvreté. Elles vont au contraire construire une situation qu'elles vont organiser dans la durée et qui a pour objectif de maintenir leur revenu au "niveau social des besoins" qu'ils souhaitent et peuvent atteindre, en combinant plusieurs activités. Le niveau d'efficacité atteint va être variable selon les zones et selon les types de familles-exploitations.

En Algérie, la logique de maintien se met en œuvre, soit en s'appuyant sur une exploitation agricole assez performante pour pouvoir notamment s'adapter au marché, mais qui a besoin de revenus extérieurs pour assurer le minimum d'investissements nécessaires à cette adaptation, soit à partir d'un emploi industriel stable dont l'exploitation sera le complément. C'est d'ailleurs dans les exploitations relevant de cette logique que l'on va trouver le plus fort pourcentage d'emplois extérieurs dans l'industrie (63%).

A Bédarieux la logique de "maintien" existe à la fois chez les agriculteurs moyens sans revenus extérieurs et chez les agriculteurs dont le chef est pluriactif. Elle exprime bien une sorte d'équilibre sans volonté de changement. On observera tout au plus chez certains des pratiques d'adaptation qui concerneront par exemple un certain renouvellement du vignoble avec des cépages "améliorateurs" de la qualité du vin. Mais cette pratique n'aura d'autre objectif que de se prémunir contre le risque de diminution des revenus qui serait consécutif à la commercialisation difficile d'un vin de qualité médiocre.

Au Portugal, la logique de "maintien" est à la fois celle des familles à "jardins familiaux" et celle des "petits agriculteurs employés". Elle se distingue à plusieurs titres de la logique de survie des agriculteurs âgés. Tout d'abord, l'activité dominante semble bien être ici l'activité extérieure, même pour les agriculteurs employés. Mais celle-ci représente malgré tout la moitié des revenus pour les agriculteurs employés, ce qui est considérable, et 40% des dépenses alimentaires pour les familles à jardins familiaux.

En Tunisie du Nord, on va observer une corrélation importante chez les exploitations en "logique paysanne" entre le niveau des revenus extérieurs et la capacité de l'exploitation de se transformer c'est-à-dire de s'adapter aux contraintes extérieures.

En Tunisie du Sud, la combinaison entre les activités extérieures et les activités agricoles va être modulée à partir de la taille de la famille et du niveau possible d'intensification. Les exploitations utilisent donc principalement l'articulation entre ces deux types d'activité pour mettre en œuvre l'objectif de "maintien" qui est celui de la moitié d'entre elles.

L'efficacité de la combinaison entre les activités agricoles et non-agricoles n'est pas étudiée avec la même précision dans toutes les zones pour les exploitations mettant en œuvre une "logique de développement". Les deux études qui présentent explicitement des résultats concernant les exploitations se référant à cette logique sont celles de Bédarieux et de la Tunisie du Nord.

A Bédarieux, l'efficacité de la pluriactivité familiale qui est pratiquée par les exploitations de type 2 apparaît clairement si l'on compare le taux d'investissements dans chacune des trois catégories d'exploitations. Celui-ci est en effet respectivement de 8 et 11% pour les catégories 1 et 3 et de 41% pour la catégorie 2. Ceci est d'autant plus remarquable que l'on observe parallèlement que les variations du revenu net à l'hectare dans les trois catégories sont peu importantes (elles passent de 7 200 F à 11 200 F). La différence provient donc essentiellement du produit brut à l'hectare, beaucoup plus élevé dans la catégorie 2, ce qui s'explique par l'effort important de modernisation entrepris par ces exploitations (réencépagement, plantations fruitières etc.). Cet effort a été lui-même rendu possible par la présence de revenus extérieurs permettant, à un moment donné, de concentrer l'ensemble des ressources de l'exploitation sur son développement, les besoins de consommation du ménage étant satisfaits par les revenus extérieurs.

En Tunisie du Nord, il est assez remarquable de constater que l'ensemble des exploitations "en transformation", qu'elles fonctionnent selon une logique "paysanne" ou "capitaliste", sont celles qui font le plus appel aux ressources extérieures. Cela leur permet de financer la diversification de leurs activités, d'installer des cultures irriguées et de pratiquer éventuellement un élevage non-traditionnel ovin ou hors sol.

2. Les effets

A. Les effets internes

L'analyse des unités de production pluriactives nous a montré que la combinaison des activités agricoles et non-agricoles pouvait représenter une voie originale pour développer l'intensification de l'agriculture. En effet, alors que le plus souvent la pluriactivité est présentée comme peu performante du point de vue agricole, on a trouvé, dans les zones étudiées un nombre important d'exploitations pluriactives dont le niveau d'intensification était largement plus élevé que la moyenne.

On trouve aisément l'explication de ce phénomène dans les cinq études qui développent les unes et les autres, avec plus ou moins de précision, les points suivants :

- la pluriactivité permet aux agriculteurs de se prémunir partiellement contre les risques qui peuvent provenir soit des aléas climatiques (Tunisie du Sud), soit des contraintes du marché des produits (Bédarieux) ou de celui du travail (Nord-Centre littoral du Portugal) ;
- elle assure en partie le financement de la modernisation dans les cinq zones et quelle que soit la logique (maintien ou développement) ;
- elle permet de sortir du dilemme que l'on rencontrait dans un certain nombre de zones défavorisées dans lesquelles les agriculteurs compétents mono-actifs ne pouvaient pas s'engager dans la voie de la modernisation faute de moyens financiers alors que les agriculteurs doubles-actifs qui bénéficiaient de ces moyens financiers n'avaient ni l'emprise foncière ni les connaissances techniques pour mettre en œuvre un processus de modernisation.

L'agriculture pluriactive constitue par ailleurs une voie originale pour faire accéder les familles qui la pratiquent aux modes de consommation dominants. Toutes les études soulignent les effets des combinaisons pluriactives sur l'amélioration de la consommation. Or il est devenu banal de rappeler les effets du niveau de consommation sur l'exode, qu'il soit considéré comme un phénomène dominant par les analystes ou que le législateur le prenne en compte dans les objectifs de sa politique³.

L'exode n'est donc plus la voie d'accès normale au mode de consommation dominant pour les zones dans lesquelles la seule activité agricole ne permet pas de l'atteindre. Comme ces zones sont, dans les quatre pays concernés, de plus en plus nombreuses, on mesure donc l'impact que peut avoir la pluriactivité sur certains mouvements de population⁴.

B. Les effets externes

A cette efficacité "interne" de la pluriactivité, il faudrait ajouter une efficacité "externe", qui a trait aux effets de la pluriactivité sur le fonctionnement des autres secteurs économiques et sur l'environnement des unités de production.

Plusieurs études zonales signalent que la pluriactivité agricole a permis le maintien à un niveau relativement bas des salaires industriels dans les zones rurales où se sont installées ces activités. Ce phénomène a certainement favorisé le maintien de certaines activités industrielles dans la période récente. D'autres insistent plutôt sur les effets sur l'environnement économique en montrant comment le maintien d'une population relativement jeune dans certaines zones a permis de sauvegarder les activités de services marchands et non marchands qui ont disparu des zones où la pluriactivité ne s'est pas développée. D'autres encore insistent sur l'effet de la pluriactivité sur le maintien du tissu social existant. Mais aucune des analyses ne développe ces différentes remarques si ce n'est pour indiquer le niveau réel des rémunérations non agricoles ou pour montrer l'importance du "complément" que représentent les activités agricoles.

IV. - Pluriactivité et revenus extérieurs : vers un modèle alternatif ?

Les analyses qui précèdent, qu'elles soient nationales ou zonales, ont montré clairement l'importance, la permanence et même le développement de la pluriactivité et de l'agriculture à revenus extérieurs dans les pays concernés par cette étude. La question qui se pose alors, au-delà de celle de l'avenir réel de la pluriactivité, est de savoir si cette forme d'exercice de l'agriculture et des activités non-agricoles peut représenter une alternative au modèle dominant de l'agriculture tel qu'il est pratiqué dans les quatre pays⁵.

1. Le modèle de Référence

Ce n'est pas le lieu de redéfinir ici en détail les composantes du modèle de référence de développement de l'agriculture. On sait que ce modèle est à la fois implicite et explicite et qu'il est mis en œuvre sous la double poussée du marché et des politiques économiques.

Cependant, pour comprendre en quoi les processus observés dans les cinq zones d'études peuvent être considérés comme des alternatives à ce modèle de référence, il a paru utile d'en rappeler brièvement le contenu.

Le modèle de référence a été explicité dans les deux pays du Nord concernés, la France et le Portugal à des époques et selon des modalités différentes. Il est le résultat de l'application à ces deux pays d'un ensemble de mesures qui, depuis la signature du traité de Rome, ont jalonné les interventions de la Communauté Européenne dans les agricultures de chacun des pays européens de la CEE.

Dans les deux pays du Sud, l'explicitation du modèle est certainement moins importante. Elle est en effet concomitante pour l'Algérie avec la mise en place de la réforme de l'agriculture de 1986, substituant les entreprises agricoles collectives et Individuelles aux domaines agricoles socialistes. En Tunisie elle correspond à l'émergence de plus en plus importante depuis une dizaine d'années d'une agriculture privée, composée essentiellement d'agriculteurs moyens cherchant à adopter un certain nombre de technologies susceptibles de rendre leurs exploitations compétitives par rapport aux grandes exploitations privées, collectives ou publiques dont la "modernisation" est plus ancienne.

Les fondements principaux de ce modèle peuvent être globalement résumés par les éléments suivants. L'ordre dans lequel ils sont énoncés n'est pas un ordre hiérarchique puisque chacune des composantes est essentielle à la mise en œuvre du modèle et en principe non substituable à d'autres formes qui pourraient représenter des alternatives⁶.

La première caractéristique du modèle concerne les agriculteurs eux-mêmes. L'agriculture n'est plus un mode de vie mais une profession. Cela veut dire notamment que cette profession doit être exercée à plein temps et avec un niveau de compétence technique compatible avec la complexité croissante du processus de production.

La spécialisation des cultures et de l'espace agricole constitue le deuxième trait caractéristique du modèle. Elle permet de normaliser la production et de lui donner un niveau de qualité compatible avec les exigences sanitaires et gustatives des consommateurs. La spécialisation exprime ainsi la fin d'une époque où l'agriculture était dominée par le système de polyculture-élevage dans la plupart des zones agricoles de l'Europe et chez l'ensemble des exploitations familiales non issues de la colonisation dans les deux pays du Sud.

Cette spécialisation s'accompagne d'une homogénéisation dans la mise en œuvre des techniques et dans la gestion des facteurs de production qui ne sont plus autoproduits sur l'exploitation comme dans le système de polyculture-élevage mais exclusivement achetés sur le marché.

Spécialisation de la production et standardisation des moyens de production conduisent à des systèmes qui sont exclusivement marchands, la part de l'autoconsommation devenant presque comparable à celle que l'on rencontre dans les autres catégories de la population (jardins familiaux etc.).

Ce type de modèle permet une croissance continue de la production par l'augmentation permanente de la productivité des différents facteurs mis en œuvre. Il se donne pour objectif la compétitivité par rapport aux autres systèmes agricoles assurant les mêmes productions. Il consacre chez les agriculteurs qui le mettent en œuvre la séparation entre le système de production et le système de consommation rendue possible par la parité des revenus agricoles avec les revenus des actifs des autres secteurs économiques.

Ce modèle n'a pas d'alternative puisqu'il est considéré comme la seule façon de rendre l'agriculture à la fois "rentable" sur le plan "macroéconomique" et "viable" pour les agriculteurs. Il consacre la finalité externe que doit avoir toute agriculture dans des pays où la population agricole ne représente plus qu'une faible part de la population totale, à savoir de nourrir la population non-agricole. Il exprime bien ainsi que les "agricultures à surplus vivriers" dont les objectifs étaient d'abord de nourrir les agriculteurs et ensuite le reste de la population n'ont plus à exister puisque leur finalité est jugée caduque par rapport à l'évolution générale de la place de l'agriculture et des agriculteurs dans les pays concernés.

2. Le "modèle" pluriactivité et revenus extérieurs

S'il y a un "modèle" d'agriculture pluriactive, on doit le confronter au modèle dominant pour percevoir quelles sont leurs ressemblances et leurs différences. On conçoit bien alors que cette confrontation se heurte à une première difficulté qui tient à ce que le modèle de référence est univoque alors que la pluriactivité représente, comme on l'a vu, au moins trois "logiques" différentes.

C'est pour cette raison que les développements qui vont suivre vont prendre plutôt la forme d'interrogations et d'hypothèses que d'affirmations. Ils voudraient se situer d'abord au niveau des finalités des deux modèles, pour discuter ensuite de leurs performances et de leurs contraintes.

En ce qui concerne la finalité, elle nous est donnée assez clairement par un examen des trois logiques mises en œuvre par les exploitations pluriactives.

La logique de survie est une logique à finalité exclusivement interne qui ne peut donc pas être confrontée avec celle du modèle de référence dont la finalité est exclusivement externe. La validité du modèle pour ce qui concerne les familles qui mettent en œuvre cette logique ne peut être évaluée que par rapport à d'autres systèmes de référence comme ceux qui se rattachent globalement à ce qu'on nomme les "coûts sociaux".

L'activité des familles-exploitations qui mettent en œuvre les deux autres logiques a une finalité explicitement externe, car elle aboutit le plus souvent à une production agricole marchande. En ce sens, elle est comparable à l'activité des familles mettant en œuvre le modèle de référence. Si on est en effet parfois encore dans des systèmes de type "polyculture-élevage", c'est sans doute seulement pour des raisons historiques spécifiques aux zones étudiées. On trouve aussi en effet des exploitations pluriactives très spécialisées dans les cinq zones étudiées c'est-à-dire dans des situations bio-climatiques et socio-économiques radicalement différentes. Ces dernières peuvent donc se conformer aux exigences de la normalisation d'une production à finalité exclusivement externe⁷.

Les "performances" des deux "modèles" doivent elles aussi être comparées en tenant compte des mêmes différences. On a vu le niveau élevé de performance des agricultures en logique de survie par rapport à leur objectif fondamental qui est d'aider ces familles à mieux satisfaire leurs besoins fondamentaux. Il faut reconnaître également que les agricultures en "logique de maintien" ne sont pas très performantes dans le système de référence qui est celui du modèle de référence.

Par contre, les analyses des unités de production mettant en œuvre la "logique de développement" à Bédarieux et à Zaghouan nous montrent que ces dernières peuvent être plus compétitives que les unités monoactives des régions concernées. Cela ne veut pas dire nécessairement que ces exploitations peuvent

affronter celles qui sont les mieux placées dans leur branche dans d'autres régions aux conditions bio-climatiques et socio-économiques plus favorables. On peut cependant avancer que leur niveau d'investissement est tout à fait comparable à ces "exploitations de tête" et que leur chance d'être très compétitive est importante.

Les "contraintes" auxquelles sont confrontés les deux modèles vont probablement donner, dans les trois logiques concernées et pour les zones étudiées, un avantage relativement sérieux au modèle alternatif pluriactif.

En effet, face aux difficultés engendrées par les aléas climatiques ou économiques et aux risques qui en découlent, les agricultures pluriactives semblent nettement mieux armées pour résister. Elles présentent d'abord une souplesse beaucoup plus grande dans leur fonctionnement et notamment elles peuvent choisir des opportunités d'investissement et d'activité en mobilisant des ressources qui ne sont pas, comme dans le modèle de référence, tributaires de ces aléas puisqu'elles proviennent aussi d'activités non-agricoles. Cela va les rendre plus "autonomes" et cela les rendra peut-être aussi plus "économiques" étant donné qu'elles pourront échapper à l'obsession de l'augmentation de la productivité qui est celle des agricultures du modèle de référence. Cette augmentation est en effet vitale pour ces agricultures alors que les agricultures pluriactives peuvent se permettre de prendre le risque d'une certaine stagnation de leur productivité qui leur permettra de trouver des solutions techniques et économiques alternatives prenant en compte d'autres contraintes (écologiques, temps et pénibilité du travail, commercialisation, etc.).

3. Les deux modèles sont-ils contradictoires ?

La tentative de confrontation des deux modèles qui vient d'être faite n'avait en aucun cas la prétention de montrer la supériorité du modèle d'agriculture pluriactif par rapport au modèle de référence. Elle avait pour objectif de montrer que dans certains types de zones rurales, comme celles que nous avons étudiées, on pouvait mettre en œuvre un modèle alternatif capable d'atteindre dans de meilleures conditions que lui les finalités du modèle de référence.

Si l'on prend comme point de départ en effet que dans les deux pays du Nord comme dans les deux pays du Sud la recherche de l'intensification de l'agriculture doit être considérée comme prioritaire, au Nord pour baisser les coûts de production et au Sud pour augmenter la production, on peut avancer que cet objectif peut être atteint de façon différenciée selon les zones avec des chances beaucoup plus importantes d'atteindre les résultats visés.

Notes :

1. Cf. Introduction.
2. Pour l'analyse des différences de productivité, cf. les travaux de M. Mazoyer et notamment : MAZOYER (M.), 1982.- *Crise de la paysannerie*.- In : *Actuel développement*, n° 47.- Paris.- p. 16-39.
3. Cf. Loi d'Orientation Agricole N° 60808 du 6 août 1960.
4. Les données sur l'évolution de la population ne sont disponibles que pour les zones de Bédarieux et du Nord-Centre littoral du Portugal. On y constate de façon très nette un fort ralentissement de l'exode rural avec même, dans certaines communes, une inversion de la tendance. Il serait prétentieux et délicat d'attribuer cette évolution au développement de la pluriactivité. On ne peut pourtant pas nier qu'elle contribue certainement à l'expliquer.
5. Les développements qui vont suivre, s'ils sont fondés principalement sur les résultats des études zonales, ne sont pas issus directement de leur contenu. Ils proviennent plutôt des nombreux débats qui ont été organisés au moment de la rédaction de ce travail et qui rassemblaient les auteurs des études zonales.
6. C'est, on s'en doute, justement sur cette absence théorique d'alternatives que vont porter ci-après nos critiques et nos conclusions.
7. On ne discutera pas ici de l'ambiguïté de la notion de "qualité" telle qu'elle est mise en œuvre dans les filières agro-alimentaires. Certaines agricultures, pluriactives ou non, pratiquées dans les zones moins avantagées que d'autres sur le plan bio-climatique et socio-économique l'ont bien compris et mettent sur le marché des productions sans doute plus "artisanales" et moins normalisées mais qui correspondent à d'autres normes de qualité qui deviennent petit à petit celles d'une population qui croît lentement mais en continu depuis quelques années.